L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT ET DE LA TROISIEME MUNICIPALITE. — NOUVELLE-ORLEANS, LUNDI MATIN, 8 SEPTEMBRE 1845.

PUBLIÉ PAR
MAGNE & WEISS.

CONDITIONS DE L'ABEILLE:
ABONNEMENT.
Journal quotidien, une année d'avance $12
Journal de la campagne, deux fois par semaine, une année d'avance, 5

Le terme de l'abonnement est pour une année. Aucune souscription, soit au journal seulement, soit aux annonces, ne sera considérée comme définitivement faite si le paiement n'en a été donné d'avance. Aucun abonné ne sera censé avoir cessé son abonnement avant l'expiration de l'année.

ANNONCES.—Une insertion par carré de chaque langue, pour la première insertion, et cinquante cents pour chaque insertion subséquente; tout changement considérable dans l'annonce originale, opère être payé comme une nouvelle annonce. Le carré de DIX lignes ou moins.

ABONNEMENS pour l'année aux annonces.—Les négocians et personnes faisant magasin ou détail, 50$; les Banques, cours, Compagnies d'Assurances et autres institutions publiques, 50$; les agens pour navires, les tavernes et buveurs à vapeur, les maisons de commerce faisant la commission, 50$. Une abonnement ne permet à l'autre et d'avance.

Le privilège des deux rapports sur cette est limité à un carré chaque fois, et n'est lieu par semaine.

LES ANNONCES qui entrent de la ligne ordinaire des affaires d'un abonné à l'année, telle que vendre à l'encan par autorité de justice, vente de plantation et habitations, maisons ou terrains à louer, à louer ou à affermer, esclaves marrons, animaux égarés ou errans, etc., lui seront portés gratuitement et sans prix ci de une douzaine.

LES ANNONCES qui ne doivent paraître que par intervalles par mois et par carré pour chaque insertion.

LES ANNONCES qui ne paraissent pas le jour de l'insertion ou ne seront publiées par ordre, et devront être payées en conséquence de cette disposition.

LES ANNONCES de candidature à des emplois publics ont toujours soumises à une nature politique; les annonces ou articles d'une nature purement personnelle (lorsqu'ils pourront être admis), paieront le double du prix ordinaire et d'avance.

Léonard Sturtevant & Co.
MARCHANDS-COMMISSIONNAIRES
ET EXPEDITEURS,
RESIDENT EN CETTE VILLE
DE L'HUILE DE BALEINE, DE SPERME ET DE LIN
Savon, Chandelles, Tiges, Blanc de Plomb, Peinture noire &c. &c.
No. 12, rue de la Treille Levée,
9 septembre Nouvelle Orléans

WILLIAM DAVIDSON & CO.
AGENS EN COTON,
ET NEGOCIANTS COMMISSIONNAIRES
Rue du Canal, No. 81. N. Orléans.
2 nov.

P. CUSACHS, Pharmacien,
Magasin en gros de Drogues, de Peintures d'Huiles, de toutes sortes d'articles pour les Peintres, &c.
pour les distillateurs, pour les tonneliers, &c.
Encoignure Conti et St. Philippe- Nlle. Orléans
3 octobre

MORTON & Co.
MARCHANDISES SECHES,
No. 25, rue des Magasins.
☞ Les ordres de la campagne seront fidèlement exécutés.

George Buchanan, Andrew Buchanan,
Robert Buchanan, John O. Agnew.
GEO. & ROBT. BUCHANAN & Co.
Marchands Commissionnaires,
Rue Tchoupitoulas, No. 82,
1 nov. Nouvelle-Orléans

NORTH & BROTHERS,
MARCHANDS DE MARCHANDISES SECHES,
Rue des Magasins,
Encoignure de celle de la Commune,
NOUVELLE-ORLEANS.

JOS HARROD, FRANCIS D DARLING, G FOSTER HARROD, DARLING & Co.
Marchands-Commissionnaires et Expéditeurs,
Agens de la Ligne de Boston et de la Nlle. Orléans, No. 42, rue de la commune. Nouvelle-Orléans
11 août

DAVID & CHAPUS,
IMPORTATEURS DE MARCHANDISES FRANÇAISES ANGLAISES, ALLEMANDES ET DU PAYS
Vendent en gros et demi-gros,
No. 105, *rue de Chartres, près celle Conti,*
4 juin

J. F. BERCIER, FRANCIS G. TIO.
J. F. BERCIER & Co.
Orfèvres et marchands en général, No. 45 Vieille Levée coin d'entre-mont, ils assortie de toutes les épiceries de luxe, vins, liqueurs, etc. à des prix libéraux. 30 oct.

Nouvelle Orléans.

F. LAMPRE,
IMPORTEUR ET NEGOCIANT EN GROS,
En Produits de la Havane.
SUCRE, CAFE.
TABAC, CONFITERIE.

EMILE JOHNS,
MARCHAND COMMISSIONNAIRE
ET IMPORTEUR DE PRODUITS INDIGENTIELS.
Café, Sucre,
Tabac, Cigares.

DES avances d'argent sur consignations de produits indigènes de New-York, Philadelphie, Baltimore, Charleston, Savannah, Mobile, Louisville, Kentucky et Cincinnati. WOOD & SIMMONS.
New-York.

CHANGEMENT DE DOMICILE.
M. TRON, prévient le public qu'il a transporté son bureau de facteur, importateur et commissionnaire aux parts de la Nlle. Orléans, de la rue St. Louis, No. 7, à la rue Bourbon, entre St. Louis et Conti, No. 102, et continue comme par le passé, à faire les prix et vendre les sortes de marchandises et de consignations, et principalement les vins et spiritueux et d'argent, dont il garantit la valeur de ces marchandises. Les personnes qui désirent de se pas envoyer des articles à ses soins trouveront de son intérêt de lui envoyer des ordres.
Nouvelle-Orléans, 1 juin 1845.

Bureau de la Compagnie d'Assurances de l'Ouest et contre le feu
Nouvelle-Orléans, 1 août 1845.
UNE assemblée du Bureau des Directeurs, tenue ce jour, Mathew King ayant donné sa démission, F. N. Wood a été unanimement élu à sa place.
8 août THEO. C. LAWRASHIN, Secrétaire

ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE.
COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE DE L'OCEAN—Bureau rue du Camp, No. 45.
Directeurs:
W. A. Gresham, Président.
Wm. W. Montgomery, J. B. Labau,
H. F. Ducongé, Edw. Reid,
A. Gordon, W. A. Montgomery,
J. C. Harrison, W. C. Squier.
CHS. BRIGGS, Secrétaire.
On assure toute espèce de propriétés contre les risques du feu, au taux le plus raisonnable, et on fait des polices, les remboursemens sont faits avec promptitude et libéralité.
11 mars

Bureau de la Compagnie d'Assurances de l'Ouest et contre l'incendie.
Nouvelle Orléans, 1er juillet 1845.
CETTE Compagnie étant les rues de cette ville assurer, à ses assurés aux risques ordinaires, sur l'Ohio dans la compagnie de New York, des Etats-Unis, la Compagnie Compagnie sous l'agence de I. Matthews. Toutes les personnes désirant les polices, sur la marche de la rivière, sont invitées sont priées de les présenter pour être visées aussitôt que possible.
GEORGE C. LAWRASON,
1 juil Secrétaire

OFFICIEL.
DEPARTEMENT DU TRESOR.
Nlle. Orléans, 10 juillet 1845.
LES portions des coupons intérêts des Bons de l'Etat de la Louisiane, exigibles le 1er Octobre prochain, seront payées à la Nouvelle Orléans. Ainsi, plus de les présenter pour être revisés le paiement au Bureau du soussigné, rue du Canal.
WM. DE RUSSY,
Trésorier de l'Etat
11 juil 12 17 18 et 19 août 1er, 11, 12 sept 3 10

DU CALENDRIER DE JARDINAGE,
pour le mois de septembre.
Pour planter: Les choux, artichauts, laitues, chicorée, barbarée de Walcheren, carottes, céleri, chervis, choux-fleurs, choux-navets, cresson, épinard, fenouil, haricots, oignons, panais, persil, poirée, salsifis, scorsonère, transplanter les artichauts et les choux-fleurs.
Les tomates et les choux de pays peuvent être tirés à mesure dans le courant de ce mois, en prenant tous les soins nécessaires à leur reprise.
4 sept 11, rue de la Commune

GRAINES FRAICHES DE JARDINAGE.—Plantations sûres de la nouvelle récolte de 1844.
Le soussigné vient de recevoir par le navire St. Louis, de Philadelphie, un grand assortiment de graines fraîches provenant des meilleurs grainetiers du Nord. WM. DINN,
11 Commune
11 août

MOUSSELINE CLAIRE A BAS PRIX.
Les ménages vient d'acheter à rencontre 4000 yards de mousseline claire, de diverses grains, propres aux différentes de dames, à savoir:
Depuis les Barégines, couleur forte, jusqu'à une garde de 25 cents la yard.
Depuis les jaconats de 25 à 50 cents.
Depuis les organdis de 25 à 50 cents.
Le tout a arrivés sont offerts à moitié prix de ce qu'a été importation, et méritent d'attirer l'attention des dames.
Aussi A bas prix—De la toile aux prix de 56 ces 8 50 en pièces, toujours et à draps de pour clore la marché de la saison, actuelle.
8 sept Encoignure Dauphine et Chartres

LIQUEURS.—Le soussigné offre à vendre par le navire Bourbon, Flahelet, maître, arrivé de Bordeaux et en bon état:
30 barils brandy du Nord, de diverses qualités;
30 caisses excellentes vieux vin de porte, de Bordeaux;
30 barils vieux whiskey Monongahela, de cuve,
30 demi barils idem, de cuve,
25 barils vieux Whiskey de Bourbon, de cuve de Seigle.
4 août SMITH BRYAN,
20 Domaine

Grates à bon marché.
LES soussignés se font un plaisir de prévenir leurs amis et le public qu'ils ont reçu par le dernier navire de New York cinq cents grates assorties, surpassant en beauté et en bon marché tout ce qui a été montré en ville. Ces grates sont aussi bien approprié pour poêles que pour cheminées, et sont livrées au Nord. Ils en ont dans toutes les prix, depuis $6 50 jusqu'à $45.
AUSSI—Un grand assortiment de poêles de toutes les qualités.
Ils se chargent de passage des grates et des poêles à des prix très modérés. S. MASPERAU & Co.
17 sept—2m rue Conti, No. 29

Aux Habitans Sucriers.
LES soussignés préviennent les habitans sucrerie, qu'ils ont introduit en grace de limpes à esprit de gaz, pour sucreries, avec un second tube pour obvier à tout accident. Ces lampes qui sont sans bruit ni odeur sont très appropriées pour l'usage de l'esprit de gaz. Tout le reste d'un jour, soit et se consomment que dix cents d'esprit par 24 heures.
Ils ont en magasin tout espèce de lampes à huile, cuillères et accessoires pour sucreries, broches à tous pour esprit gaz. esprit de gaz Co. entre galiers au premier par barils. Le tout de première qualité et se vendre à des prix modérés.
27 août 2m S. MASPERAU & Co.
rue Conti, No. 29

Aux Marchands de la Campagne.
LES soussignés préviennent les marchands de la campagne qu'ils ont maintenant les prix des fabriquées du Nord un grand assortiment de vêtements de poussière, dont les prix ont été réduits
Ils ont constamment en magasin toute espèce de fontes, telles que chaudières, fours, tuyaux, &c.
AUSSI—Un beau choix de lampes à huile, cuillères et gaz à raison de de toute la grosse à la détaillée, et du plus bas prix.
S. MASPERAU & Co. rue Conti, No. 29.
Où toute espèce d'ordres seront remplis avec promptitude

SUCRE de Bonne—200 sacks raffiné en roche, en vente par
2 sept NORCROSS & FORDICK, 40 Gravier

BLANC de Saloine—1000 caisses de Saloine, à vendre par
2 sept NORCROSS & FORDICK, 40 Gravier

CIGARES—200 millions imitation Principe à vendre par
2 sept NORCROSS & FORDICK, 40 Gravier

THE—500 colonnes par boîtes de 6 livres, imperial Pekoe, choisi et Souchong à vendre par
2 sept NORCROSS & FORDICK, 40 Gravier

MORUE—150 cubiers morue fraîche, en débarquement de la barque Southerner, et à vendre par
WM. PROUT & Co.
20 sept 20 Vieille Levée

Nouvelle-Orléans :
LUNDI MATIN, 8 SEPTEMBRE 1845.

CANDIDATS WHIGS :
POUR GOUVERNEUR,
WILLIAM DEBUYS.

POUR LIEUTENANT GOUVERNEUR,
EDWARD SPARROW.

Nous avons appris que le commodore Rousseau, de notre ville, a reçu ordre de se rendre immédiatement au Nord, pour prendre le commandement du vaisseau de ligne Columbus.

ARRIVÉE DE NOUVELLES TROUPES.—Le steamboat Marmora est arrivé hier de Cairo, avec des troupes de ligne venant du Détroit (Michigan). Elles sont au nombre de 270, y compris les officiers.

Poussé dans ses derniers retranchemens, le Courrier admet enfin, en thèse générale, qu'il n'y a aucune connexion entre l'opinion d'un journal et les nouvelles publiées par ce journal. C'est s'admettre, évidemment, qu'une vérité à la façon de M. de la Palisse ; mais le *Courrier* a l'esprit si prodigieusement anguleux, qu'il est presque phénoménal de lui voir accepter une proposition vraie ; aussi n'est-ce pas une mince victoire de l'avoir amené là.

Reste maintenant à établir que cette malencontreuse nouvelle, sujet de tant de dissentions intestines et d'encre versée, n'a point été adoptée par nous.

Le général Gaines maintenant en ville, disions-nous, ayant reçu la nouvelle positive qu'un corps mexicain de dix mille hommes était à huit jours de marche du général Taylor, posté à l'île St. Joseph, a immédiatement envoyé un exprès au gouverneur Mouton à la Passe Christian pour lui demander l'ordre de mettre en requisition deux régimens, etc.

"L'ordre a été donné de suite et sera promptement exécuté." Et après des détails inutiles à reproduire, nous ajoutions :

"On peut compter sur l'exactitude de ces nouvelles."

Il faut, en vérité, être doué par le plus incroyable esprit de vertige pour avoir trouvé dans cette phraséologie le moindre mot impliquant approbation.

De quoi s'agit-il ? Quelles sont ces nouvelles ? Le, que le général Gaines a requis le gouverneur de mettre à sa disposition un certain nombre de milices ; 2o. que le gouverneur y a accédé. Rien de plus. Tout le reste n'est que détail d'exécution. Voilà "les nouvelles sur l'exactitude desquelles nous avons dit qu'on pouvait compter"—et les ordres officiels du gouverneur les ont parfaitement confirmés.

Quant à l'existence d'un corps mexicain près des frontières, nous n'avons fait que reproduire ce que disait à ce sujet le général Gaines pour motiver sa réquisition. C'est sa nouvelle, non la nôtre ; et c'est comme simple que nous l'avons donnée : *le général Gaines ayant reçu la nouvelle positive, etc.* Cela n'est-il pas de la dernière évidence ?

Fallait-il, pour nous affranchir de toute responsabilité, aux yeux du *Courrier*, écrire entre parenthèse, à la suite du mot *positive* la formule dont les capitaines de navires font précéder leur signature sur les connaissemens : "que dit être ? Mais lui, qui se pique si fort de tenir aux convenances, dont comprendre que c'eut été une impertinence gratuite.

Disons donc, pour résumer d'un mot cette ennuyeuse discussion, qu'on peut très bien viser à être prophète et manquer du plus simple bon sens.

☞ Le *Courrier* de samedi soir, dans sa partie anglaise, annonce qu'il se fabrique en ville de fausses pasées pour les nègres qui trouvent ainsi la facilité de s'en aller vers Cincinnati et autres lieux. Il cite une passe signée d'un nom qui, à ce qu'il dit, n'existe pas à la Nouvelle-Orléans. La police doit être sur ses gardes, et veiller sur les bateaux qui remontent le fleuve.

MEXIQUE.

Samedi la goélette Mexicaine *Yucatèca*, capitaine Pratte, est montée en rade venant de Tampico d'où elle était partie le 30 août.

Hier une autre goélette le *Gerarde*, est arrivée venant de la Vera-Cruz d'où elle était partie le 30 août. Par cette dernière nous nous avons reçu des journaux de Mexico jusqu'au 23.

Le Président Herrera a formé son nouveau cabinet comme suit : Relations extérieures D. Manuel de la Peña y Pena,

Justice—D. Bernardo Conto,
Guerre—D. Pedro Maria Anaya,
Finances—D. Pedro Fernandez del Castillo.

Ces messieurs ont accepté et prêté serment.

Parlant de la formation de ce ministere le *Diario* dit "qu'il est on ne peut plus satisfaisant, tous les individus qui le composent appartiennent au parti qui a renversé Santa-Anna et se sont toujours fait distinguer par leur attachement pour les institutions libérales."

Un numero postérieur du même journal dit que "le nouveau ministère est parfaitement d'accord sur la question du Texas ; et qu'il est comme son prédécesseur résolu de faire la guerre contre ce *département*."

Et *Monitor Constitucional* se félicite du changement parce que l'ancien cabinet a puissamment manqué de direction et d'énergie.

Il n'est point encore question de déclaration de guerre ; mais le *Siglo* soutient toujours l'opinion par lui mise en avant qu'une déclaration n'en est nécessaire d'après les circonstances particulières où l'on se trouve placé. Et il insiste pour que la guerre soit purement défensive.

MM. Canalizo et Rosadro ont fait demander d'être compris dans le décret d'amnistie, se soumettant à sortir du territoire de la République. Leurs demandes ont été soumises à la Chambre des députés.

Une lettre de San Luis, insérée dans la *Hesperia* du 13 août, porte la force de Paredes à 3000 hommes d'infanterie et 2000 hommes de cavalerie.

D. Juan N. de la Garza y Flores a été nommé gouverneur du département de Tamaulipas par l'assemblée départementale, et cette nomination a été approuvée par le gouvernement.

La fr de Tamaulipas dit que l'administration des rentes départementales a annoncé au gouvernement qu'une prochaine invasion du territoire de la part des Texans était imminente, afin qu'on prenne les mesures pour protéger ce département qui va se trouver le théâtre de la guerre.

Affaire des Bains de la Louisiane.

Nous extrairons, le *New York Siècle* a publié dans les termes suivans le résultat du procès formé contre l'adjudant de cavalerie Oller, accusé d'avoir attenté à la vitalité de S. E. M. le ministre de France.

"Hier s'est réuni le Conseil de guerre chargé de juger l'Officier Oller accusé par S. E. M. le Ministre de France d'avoir attenté contre l'inviolabilité de son caractère. Le Conseil était composé de MM. les généraux dont les noms suivent :

Président—Don José Maria Carrera.
Membres.—D. Luis Pinson ; D. Antonio Castro, D. Cayetano Montaya ; D. Manuel Crespedes ; D. Tomas Requena ; D. Manuel Michitorena ; D. Mariano Monterde ; D. José Antonio Saldaña ; D. José Maria Peres, D. Juan Ages ; D. Juan Dosamantes ; D. José Maria Hernandez.
Auditeur.—M. Zozaya.

La séance a duré depuis dix heures et demie du matin jusqu'à neuf heures et demie du soir. Le tribunal a prononcé que le capitaine Oller ne pouvait être considéré comme coupable d'attentat sur la personne de M. le Ministre de France, attendu qu'il ne connaissait point son caractère ; il a déclaré en outre que le temps de sa détention avait suffisamment purgé la faute qu'il a pu avoir commis lors de cet événement.

Le Courrier Français attaque très vivement ce jugement.

On lit dans le Courrier Français :

"BRUITS DE REVOLUTION DEMENTIE.—Les bruits les plus alarmans se sont répandus ces jours derniers. Il ne s'agissait rien moins que du soulèvement de la division cantonnée à San Luis, qui, ajoutait-on, aurait refusé de marcher sur le Texas et on ne lui accordait tous les secours et moyens nécessaires pour entrer en campagne.

"Le Siglo en enregistrant ces fâcheuses rumeurs fait les réflexions suivantes :

"Nous espérons que le public sera tenu au courant de la réalité de cet événement, et s'il est vrai, ainsi qu'on nous l'a dit, il n'aurait rien de surprenant quoiqu'il dût nous couvrir de honte. Quels sont donc ces chefs et ces officiers qui, après avoir vécu aux dépens de la nation, vendent, le jour où on les envoie à la frontière pour défendre les droits les plus sacrés de leur pays, imposer des conditions au gouvernement ? Quelle que soit la justice de leurs réclamations, les chefs de ces soldats qui, presque sans vêtemens, mal nourris, qui doivent tant de preuves héroïques de leur valeur, ces chefs doivent savoir que leur honneur et leur devoir consistaient à obéir aux ordres du gouvernement, et à lui adresser leurs représentations par les voies légales. Agir autrement c'est commettre un crime contre la discipline, un attentat contre la république ; et les soldats qui ne voulaient servir que sous conditions doivent rentrer dans leurs foyers.

"Mais ne conservons plus d'illusions ; toutes ces choses ne veulent au Mexique, et nous sommes réservés à en voir de pire, parce qu'on tout est souffert, parce que l'impunité existe de plein droit. Tel les criminels ne conservent aucune retenue, parce que le crime reste jamais châtié. Les coupables défient la puissance des lois parce qu'ils savent que c'est une puissance sans réalité. L'opinion publique oublie tout, le pouvoir pardonne tout. Et quand on proclame ainsi l'impunité comme un principe régulateur ; quand on indique aux factieux que les révoltes sont des spéculations qui n'offrent aucun risque et dans lesquelles on peut gagner beaucoup ; quand enfin, de cette manière, on condamne la société à toutes les horreurs de l'incertitude et de l'anarchie, on croit tout excuser en faisant éclater de la douceur de notre caractère !..... Eh bien ! persévérons dans cette voie, nous aurons ces terribles paroles de Montesquieu : "Quand, dans un gouvernement populaire, les lois ont cessé d'être exécutées, comme cette position ne peut provenir que de la corruption de la république, on peut assurer que l'état est perdu. Quand Syla voulait rendre à Rome sa liberté, elle ne put la recevoir, parce qu'elle n'avait plus qu'un faible reste de vertu ; et comme, de jour en jour, cette vertu disparaissait, au lieu de reprendre des forces après la chute de César, de Tibère, de Caius, de Claude, de Néron et de Domitien, l'esclavage prit de plus en plus sur elle : tous les coups furent dirigés contre les tyrans ; aucun contre la tyrannie."

Le Diario del Gobierno n'est empressé de démentir ces bruits alarmans ; il annonce qu'effectivement quelques fauteurs d'anarchie et de troubles avaient cherché à entraîner une partie de l'armée, mais que, grâce à l'énergie et à la fidélité de M. le général Paredes et autres chefs supérieurs, ces intrigues ont été promptement déjouées et que le bon ordre a été rétabli sur le champ."

L'*Amigo del Pueblo* insère sur ces affaires une lettre dont voici quelques fragmens :

"Il s'est passé ici des choses assez extraordinaires et dans la jeudience du général Paredes, le mal aurait pu être grand. Ce qui est certain c'est que le général Filisola devrait prendre la commandement de la troisième division pendant que le général Paredes se fait à Mexico s'entendre sur les opérations de la campagne et sur la conduite qu'il devait tenir avec son armée de réserve. Mais l'alarme fut si extraordinaire et les insinuations des chefs si singulièrement interprétées, que le général Filisola refusa le commandement bien que le général Paredes fut décidé à le lui donner.

"Pendant ce temps là la première division que dirigeait le général Parodes et qui, à ce qu'il paraît, devait relever la troisième, reçut de ce général l'ordre de marcher sur la Soledad, et, à la fin de la première journée sur l'hacienda de Peñasco, en secret, prétextant ne vouloir pas marcher plus loin n'ayant que pour six jours de rivres et manquer de vêtemens, souliers &c. Filisola a fait revenir la division qui se trouve maintenant à trois et six lieues de Saint-Luis dans la direction de Mexico".

La Siglo d'une date postérieure, dit "qu'on effet des mal intentionnés avaient fait croire qu'on voulait perdre ce corps en le menant dans les déserts sans vivres, et qu'il y avait eu par suite une sorte de mouvement insurrectionnel ; mais que ce mouvement avorté, qui n'avait participé qu'un petit nombre d'officiers de la première division était sans appui et que tout était rentré dans l'ordre à la voix de Paredes, et le corps a continué sa route".

Extrait d'une lettre de Monterey, (Californie) datée du 19 juillet. "Ce pays suit plus que jamais son provincialisme..... je crois que tout va mal. On dit qu'il vient des forces ; mais on ne sait pas la vérité. Le gouvernement-général a perdu sa dignité. On dit ici généralement que le Mexique est plus faible que la Californie. On dit que, dans une dépêche adressée au gouvernement D. José De Castro, s'était mis à la tête de la révolution sur l'ordre qu'il en avait reçu de Michel Forrena &c.

Et *Mentor Constitucional* se plaint de l'apathie du peuple pour les élections primaires pour nommer des députés au Congrès. Il y a eu, s'il faut l'en croire, des paroisses où il n'y a pas eu d'électeurs faute d'électeurs.

On lit dans le *Siglo* : "Il est triste, dans les circonstances actuelles, de voir la Chambre des Députés s'occuper et faire occuper le Sénat des questions les plus frivoles—Habilitation d'âge, légitimité d'enfans naturels, confirmation de grâces accordées par le gouvernement provisoire et autres matières semblables. Voilà ce dont on s'occupe pendant que les questions les plus vivaces et les plus importantes sont enterrées dans les cartons des commissions ! Comment veut-on, en présence de ces faits, qu'il ne s'élève pas tous les jours de la Chambre un cri général d'indignation ?.....

Les voleurs continuent à dévaliser les voyageurs sur toutes les routes.

Et *Amigo del Pueblo* dit, sous le titre de "Haute Californie"—"Le commissionnaire dernièrement arrêté à Acapulco pour traiter avec le gouvernement quelques points relatifs à cet intéressant département, est maintenant dans cette capitale. Il paraît que sa mission consiste à prévenir que le peuple californien ne veut pas recevoir et ne recevra pas les troupes qu'on envoie ici, sans toute autre explication que celle de Michel Torena est comme une fouet d'exercices et d'injustices. Nous pensons cependant que le gouvernement prendra sur le champ des mesures pour que les troupes qu'il envoie ne soient pas à charge à la population—dans le cas contraire il importe de mettre la Californie à l'abri d'un coup de main ....."

CHRONIQUE LOCALE.

COUR DE CIRCUIT.—Durant les quatre derniers jours, cette Cour s'est occupée de la plainte portée par Clément Deneufbourg contre Wm. H. McCardle, ex-Editeur du *Tropic*. M. E. A. Canon se présentait pour le plaignant, M. Randall Hunt pour le défendeur. Je ne rapporte que les faits qui ont donné lieu à cette affaire. Un meuble appartenant au plaignant, avait été séparément chatié dans les premiers jours de mai à la geôle pour un vol dont on l'accusait, et lorsqu'il en sortit, il exhiba la commission de quelques personnes qui obtinrent du Recorder de la 2de Municipalité, qu'il fut envoyé à l'hôpital de Charité. Cet incident occupa le public à cette époque ; la presse s'en entretint ; et le *Tropic* y consacra un article qui a donné lieu aux poursuites actuelles. Le plaignant demande $300 de dommages-intérêts ; le défendeur répondant que l'article a été publié que par de bons motifs et dans d'excellentes intentions.

Le jury se composait de MM. J. B. Blanchard, Benj. Fox, P. A. Hebrard, Wm. Renoch, A. Gompert et Alex. Lanneau. Les témoins du plaignant ont déposé qu'il avait l'habitude de traiter ses esclaves avec justice et indulgence. Ceux de la défense ont déposé du déplorable état où se trouvait le meuble à sa sortie de prison, et confirmé les détails qui ont déjà été publiés à ce sujet. Quelques-uns de ces derniers ont aussi déclaré que le plaignant passait pour être cruel envers ses esclaves ; mais ils ont reconnu en même temps qu'ils ne le savaient que par ouï-dire et non point personnellement.

Les plaidoiries, qui de part et d'autre ont été remarquables de lucidité et d'habileté, ont occupé la Cour samedi jusqu'à neuf heures. Après une heure de recueillement, le jury, n'ayant pu s'accorder sur un verdict, a été déchargé, et l'affaire sera de nouveau appelée par devant un autre jury.

Mystérieux suicide.—Un individu nommé G. Knobel, venant de la Nouvelle Orléans, arrivé le 27 août dernier à Baltimore et descendit à l'Hotel de l'Exchange. Il recommanda bien qu'on l'éveillât de bonne-main de grand matin, attendu que son intention était de partir par le premier convoi du chemin de fer de l'Ouest. Lorsque le garçon, fidèle aux ordres qu'il avait reçus, entra le lendemain dans la chambre de voyageur, il le trouva pendu avec un foulard à l'une des colonne. Le malheureux était mort. Sa position était telle qu'il lui avait fallu une résolution bien arrêtée pour mourir ; en effet ses pieds portaient à terre et les bras touchaient à la colonne du lit ; et le moindre mouvement pouvait le sauver. Une enquête de coroner eut lieu. On trouva sur sa personne une somme de mille une somme de $330 en or et en billets de la banque de la Louisiane. Le marque de son linge correspondait au nom qu'il avait inscrit sur le registre de l'hôtel ; mais il n'avait au lettre ni papier, rien qui indiquât la cause de son suicide. Il a été assorti par les soins du coroner.

☞ Miss Virginia, fille du major-général Winfield Scott, de l'armée des Etats-Unis, est morte le 26 août, au couvent de la Visitation à George Town, district de Columbie, dans la 24e année de son âge.

PEYTONA.—Le propriétaire de ce "fameux courrier" a annoncé qu'il ne courrait pas cet automne et qu'il se reposerait jusqu'au printemps prochain. A cette époque Peytona sera disposé à courir un pari de 10,000 piastres contre Fashion.

MENDIAT.—Un nègre libre du nom de James Alexander a dernièrement assassiné à Baltimore un jeune homme de couleur, nommé Wash Sheppard. Celui-ci était malade au lit, lorsque l'autre vint et lui brisa la tête à coup de hache.

☞ La gazette *Onéida-Herald*, commandée par le lieutenant Sinclair, est sortie le 27 courant de Norfolk et se rend au Texas.

NEW-YORK.—Le gouverneur de l'Etat de New-York, S. Wright, a enfin lancé sa proclamation pour déclarer le comté de Delaware en état d'insurrection et pour mencer des pièces prévues par la loi tous ceux qui ossacieront de résister aux mesures légales ou qui tenteraient de délivrer les prisonniers qui auraient été légalement arrêtés. La proclamation remplit deux colonnes de l'*Argus d'Albany*, et discute le sujet au long les divers point soulevés par la question d'*Anti-rentism*. L'*Argus* ajoute : "Nous ne doutons pas que des mesures de vigueur ne suivent bientôt cette proclamation. L'adjudant Parrington est parti hier dans l'après-midi, à bord du bateau qui en rend à Delhi par la voie de Catskill ; il veillera en personne à ce que l'on fasse promptement droit à ces réquisitions.

—On a arrêté, il y a quelques jours, à New-York, une bande de faussaires.

—La ville de New York est en vérité la ville des crimes mystérieux et des aventures romanesques. Nous avions le crime, il y a deux ou trois jours, voilà notre folie l'aventure. Une jeune demoiselle, héritière d'une grande fortune, visitait sans y souvent un étagent magasin de la rue Catherine, qui jouit d'une grande vogue. Parmi les commis d'un trouvait un qui se distinguait par son empressement à servir la riche et jolie visiteuse ; il déployait pour lui plaire tous ses soins et toute son amabilité. Il paraît qu'il n'y réussit que trop bien : un beau jour on effet le jeune commis, que l'on nomme Leveris, ne paraît plus au comptoir et l'on s'aperçut en même temps que la jeune héritière n'était plus chez elle. Les frères de la demoiselle, instruits de sa disparition, mirent aux trousses des fugitifs toute la police de New York ; mais toutes les recherches avaient été inutiles aux dernières dates, et les deux amoureux ont eu tout le temps de se marier à leur aise.

AMERIQUE DU SUD.

Le brick Glamorgan, arrivé à Baltimore, nous apporte des nouvelles de Kingston qui vont jusqu'au 5 août. Ces nouvelles sont exclusivement de l'Amérique du Sud. Le général Flarès ex-président de la république de l'Equateur, est arrivé à Kingston le 30 juillet, à bord du paquebot à vapeur Tiviot qui fait le service de l'Amérique du Sud. A la suite d'un mouvement qui a eu lieu à Guyaquil, ce général a abandonné volontairement le pouvoir, afin de ne pas entraîner son pays dans les horreurs de la guerre civile. Il conserve ses grades, ses titres, son traitement, et il sera le droit de rentrer dans deux ans.

Une partie de l'escadre américaine de l'Océan Pacifique était le 6 juillet en port de Callao (Perou) ; savoir : la frégate Savannah, et les corvettes Lexand et Portsmouth. La cohabitation de la Savannah et D. Pinnels et J. C. Gates de Lexan, est quitté l'escadre et vient arriver à Baltimore par la voie de Glasgow.

Les bâtimens de commerce américains qui se trouvaient à Callao, étaient le Leland, géant aux Indes Occidentales ; la barque Tenion est Ben Sandwich. Le brick Clyde était parti récemment pour Valparaiso.

La frégate des Etats-Unis Brandywine, la corvette St. Louis et le brick Perry étaient partis depuis un mois pour revenir aux Etats-Unis. La corvette Warren était sur les côtes du Mexique ; la goélette Flirt avec la malle des Etats Unis, était arrivée à Chagres le 26 juillet.

M. Bullach, chargé d'affaires des Etats Unis à Bogota, était arrivé à Carthagène et devait partir le 30 pour se rendre à son poste.

NELLE. PROVIDENCE.—Nous recevons par la voie de Charleston des nouvelles de Nassau qui vont jusqu'au 22 ou 23 août. La goélette Chaser, capitaine Stirling, allant de Jérémie à Boston avec une cargaison de café et de bois de Campêche, s'est perdue le 31 juillet sur West-French Key ; 1400 sacs de café et presque tous les agrès du navire ont été sauvés et transportés pour être vendus à Nassau. L'équipage est rentré heureusement en ville et les passagers actuellement à Nassau s'efforçaient de le rendre, ou à Indépendance où il était, moyennant une somme assez forte. Mais rien ne retint ce bon père, entre somme fut envoyée à la frontière en Piémont, avec un passeport tout visé pour l'Italie. Vous êtes dans le midi de la France, je crois ?

—Oui, Monsieur, répondit Andrea d'un air assez embarrassé ; oui, j'étais dans le midi de la France.

—Une voiture devait vous attendre à Nice ?

—C'est bien cela, Monsieur ; elle m'a conduit de Nice à Gênes, de Gênes à Turin, de Turin à Chambéry, de Chambéry à Pont-de-Beauvoisin, et de Pont-de-Beauvoisin à Paris.

—Et votre passeport fut naturellement toujours votre recommandation auprès des douaniers et des gendarmes ?

—Monsieur le comte, c'est avec regret que je vous annonce que, n'ayant pas prévenu de ma mort de ces pièces, j'ai négligé de les prendre avec moi.

—Ah ! diable ! fit Monte-Christo.

—Etaient-elles donc tout à fait nécessaires ?

—Indispensables.

Le Luccoise se gratta le front.

—Ah ! *per Bacche, dissi*, indispensables !

—Sans doute ; si l'on allait élever ici quelque doute sur la validité de votre mariage, sur la légitimité de votre enfant !

—C'est juste, dit le Luccoois, on pourrait élever des doutes.

Ce serait fâcheux pour ce jeune homme.

—Ce serait fatal.

—Cela pourrait lui faire manquer quelque magnifique mariage.

—*Diaccalo!*

—En France, vous comprenez, on est sévère ; il ne suffit pas, comme en Italie, d'aller trouver un prêtre et de lui dire : Nous nous aimons, unissez-nous. Il y a mariage civil en France, et pour se marier civilement, il faut des pièces qui constatent l'identité.

—Voilà le malheur, ces papiers je ne les ai pas.

—Heureusement que je les ai, moi, dit Monte-Christo.

—Vous !

—Oui.

—Vous les avez ?

—Je les ai.

—Ah ! par exemple, dit le Luccoois qui, voyant le but de son voyage manqué par l'absence de ses papiers, craignait que cet oubli n'amenât quelque difficulté au sujet des quarante huit mille livres ; ah ! par exemple, voilà un bonheur. Oui, reprit-il, voilà un bonheur, car je n'y comptais pas assez, ami.

—Pardiex je crois bien, on ne songe pas à tout. Mais heureusement j'ai songé pour vous.

—Voyez-vous, ce cher abbé !

—C'est un homme de précaution.

—C'est un homme admirable, dit le Luccoois, et il vous les a envoyés ?

—Les voici.

Le Luccoois joignit les mains en signe d'admiration.

—Vous avez épousé Olive Corsinari dans l'église de Sainte-Paule de Monte-Cattini ; voici le certificat de publication.

—Oui, en foi, le voilà, dit le major en le regardant avec complaisance.

—Et voici l'acte de baptême d'Andrea Cavalcanti, délivré par le curé de Saravezza.

—Tout est en règle, dit le major.

—Il ne manquait que ces papiers, dont je n'ai que faire ; vous les donnerez à votre fils, qui les gardera soigneusement.

—Je le crois bien ! .... S'il les perdait ....

—Eh bien ! s'il les perdait ! demanda Monte-Christo.

—Eh bien ! répondit le Luccoois, on serait obligé d'écrire à-bas, et ce serait fort long de s'en procurer d'autres.

—En effet, ce serait difficile, dit Monte-Christo.

—Presque impossible, répondit le Luccoois.

—Alors j'espère que vous comprenez la valeur de ces papiers.

—C'est-à-dire que je les regarde comme inappréciables.

—Maintenant, dit Monte-Christo, quant à la mère de jeune homme ....

—Quant à la mère du jeune homme ..... répéta le major avec inquiétude.

—Quant à la marquise Corsinari.

—Mais Dieu ! dit le Luccoois, sous les pas duquel les difficultés semblaient naître, est-ce qu'on aurait besoin